

DOSSIER

Aux Etats ré-unis

Economie solidaire aux USA

PAR OLIVIER BONNIN - REMERCIEMENTS À FRANCEUSAMEDIA.COM POUR SA PARTICIPATION

Yes they can! En 2009, les Etats-Unis ne se résument plus au néolibéralisme. Une économie solidaire se structure dans le pays. Et ce nouveau secteur s'appuie sur un vivier d'initiatives communautaires, écologistes, féministes ou radicales... Le manque d'Etat rend imaginaire : et si la "solidarity economy" donnait des idées à l'Europe ?

Maximiser les profits des plus riches afin qu'ils puissent conduire des 4x4 plus larges, plus brillants, et mieux climatisés, paraissait pouvoir résumer la doctrine économique des Etats-Unis d'Amérique, depuis Ronald Reagan au moins. Et puis patatras. Le libéralisme vrombissant a été violemment embouti par la crise des *subprimes*. Cessations de paiement, krach boursier, récession à - 3,8% pour le dernier trimestre 2008... En 13 mois, pas moins de 3,6 millions d'emplois ont été supprimés dans le pays. En 1978, les électeurs californiens avaient marqué l'avènement d'un marché tout-puissant en votant la fameuse « proposition 13 », qui limitait les impôts fonciers de leur Etat. Trente ans plus tard, Barack Obama est élu à la Maison-Blanche, et il vient de défendre son plan de relance de près de 800 milliards de dollars sur ces paroles : « *Bien sûr, on ne peut pas dépendre que de l'Etat pour créer des emplois et de la croissance. Cela est, et cela doit être, le rôle du secteur privé. Mais à ce moment précis,* ♦♦♦ »

◆◆◆ *le gouvernement fédéral est le seul à encore pouvoir ramener notre économie à la vie.* » Les néolibéraux peuvent cesser de claironner leur slogan « *There Is No Alternative* » [1]. Et pas seulement à Washington. Car au pays du billet vert, l'économie solidaire prend racine. La plantation date, officiellement, de juin 2007. Les altermondialistes réunis au tout premier Forum social des Etats-Unis, à Atlanta, ont pu assister à une profusion de débats sur un sujet intrigant : la *social/solidarity economy*. Et la poignée d'instigateurs de ces rencontres a voulu permettre à l'économie solidaire de dépasser son stade encore « *embryonnaire* ». L'idée est venue de fonder un réseau national, le *US Solida-*

rity economy network (US Sen), chargé de « *construire et renforcer* » le mouvement. Depuis, la tête de pont est à l'œuvre. L'US Sen a son comité de coordination « *représentatif en terme de races, classes, genres, géographie et problématiques* », son site Internet [2], sa liste de discussion... Et fin mars, son tout premier Forum de l'économie solidaire s'est tenu à Amherst, dans le Massachusetts... Au comité de coordination de l'US Sen, cependant, Jenna Allard relativise le tournant : aux Etats-Unis, la plupart des initiatives locales de l'économie solidaire « *existent depuis des décennies, voire cohabitent de manière invisible avec le système dominant depuis plus longtemps encore.* Mais la façon ◆◆◆



Chiffres

305 millions

Le nombre d'habitants des Etats-Unis, en 2009, place le pays au 3^e rang démographique mondial, derrière la Chine et l'Inde. L'existence de pratiques économiques solidaires chez un tel mastodonte ne devrait donc guère surprendre...

50 millions

Le nombre de bénéficiaires du principal programme de Sécurité sociale montre la modestie de la solidarité fédérale. Cependant, au-delà de la retraite, du décès et de l'invalidité, la Social security administration participe aussi au Medicare, une assurance-maladie pour personnes âgées ou invalides.

1,4 million

Face au million d'associations françaises loi de 1901, les structures régies par l'article 501-c-3 du code fiscal sont à peine plus nombreuses. Mais au-delà des seules associations, l'ensemble du secteur à but non lucratif pèse lourd dans le PIB des Etats-Unis : 8,5 %, contre 4,2 % en France.*

* Source: *De la culture en Amérique*. Frédéric Martel, Gallimard, 2006



Forum social d'Atlanta en 2007 : les militants défilent pour une économie solidaire.

”

La plupart des initiatives locales de l'économie solidaire existent depuis des décennies, voire cohabitent de manière invisible avec le système dominant



”

Qu'elles rassemblent des agriculteurs, des consommateurs ou des étudiants, les coopératives comptent près de 120 millions de membres aux Etats-Unis

istockphoto

◆◆◆ dont elles se connectent et recouvrent des projets transnationaux, multisectoriels, à des échelles diverses, est nouvelle. » [3] La Canadienne Nancy Neamtan, PDG du Chantier de l'économie sociale, confirme ; elle était précisément venue au Forum social d'Atlanta pour « démontrer qu'au Québec, c'est en nous donnant à tous une identification commune que nous avons pu nous développer, à partir de 1996. Nous avons créé notre mouvement en partant d'une myriade d'initiatives isolées. C'est le même principe aux Etats-Unis. La nouveauté aujourd'hui est qu'ils adoptent à leur tour un langage et un réseau communs ».

Les yankees ne sont pas des bleus

Les Européens peuvent retrouver dans ce pays bien des formes classiques de l'économie sociale. Les Yankees ne sont pas des bleus : Benjamin Franklin a jeté les bases de la mutuelle d'assurances dès 1752 avec la *Philadelphia Contributionship for the Insurance of Houses from Loss by Fire*, et les premières coopératives de travailleurs sont apparues dans les années 1790. Quant aux *credit unions*, ils ont été introduits en 1908, par des Québécois ; ces banques coopératives sont près de 10 000 aujourd'hui. La Grande dépression des années 30 puis la contre-culture des années 60 ont engendré de nouvelles vagues d'organisation collective. Désormais, qu'elles rassemblent des agriculteurs, des consommateurs ou des étudiants, les coopératives comptent près de 120 millions de membres aux Etats-Unis – pas tous militants de l'économie sociale, naturellement.

Dans cette masse, les coopératives de travailleurs demeurent marginales : un peu plus de 300, avec à peine plus de 3 500 employés – certains Etats ne leur prévoyant même pas de statut officiel de coopérative. Fondée en 2004, la *US Federation of workers cooperatives* les représente. Elle a logiquement rejoint l'US Sen ; ses affiliés peuvent s'avérer très créatifs en matière d'économie solidaire. A New York, par exemple, *Green worker cooperatives* « est en train de créer dans le South Bronx des entreprises possédées par leurs employés, et capables de vraiment améliorer l'environnement pour la communauté, explique son jeune fondateur Omar Freilla. Nous devons trouver de nouvelles manières de gagner nos vies qui ne nécessitent ni de polluer la terre, ni d'exploiter les travailleurs. » En cinq ans, l'organisation n'a certes incubé dans le quartier qu'une coopérative de recyclage, mais cinq autres projets sont dans les cartons. Dans la *US Federation* sont aussi représentées les énergies renouvelables, les livraisons à vélo ou ◆◆◆

New Orleans après Katrina : un centre de secours de Common Ground relief center dans Upper 9th Ward



@infogramaton

NOUVELLE-ORLÉANS

Tourbillon associatif après Katrina

Brad Pitt n'est pas seul à avoir secouru la région de la Nouvelle-Orléans dévastée par l'ouragan Katrina en 2005. L'économie sociale est aussi venue remplir le vide laissé par George W. Bush. Les associations nationales ont joué leur rôle pour assister les réfugiés, recueillant près de 100 millions de dollars dès les premiers jours. Fondations et coopératives se sont aussi investies pour la Louisiane. Mais pour reconstruire sur le terrain détrempé, les « *grassroots initiatives* » [1] ont également fleuri. « De nombreux plans [de réhabilitation, n.d.r.], souvent innovants, sont montés et menés par un éventail remarquable de groupes locaux auto-organisés et de petites entreprises, et par une vague inépuisable de volontaires extérieurs, notait cet automne la journaliste Roberta Brandes Gratz. Les activistes locaux combattent les politiques gouvernementales destructrices, tout en faisant le travail nécessaire, petit pas à petit pas. » [2] Parmi les dizaines d'organisations communautaires, Common ground relief, par exemple, a été fondé sept jours après la catastrophe, avec un budget de 50 dollars... L'heure des secours passée, le groupe continue d'encourager les habitants à « travailler ensemble pour reconstruire leurs vies de manière durable », par exemple en leur offrant un accès à la justice, ou en les aidant à reconstruire « vert ».

[1] Initiatives de la base.

[2] R. Brandes Gratz, "Community-Based Progress in Post-Katrina New Orleans", Planetizen, novembre 2008.



TEMOIGNAGE



YVON POIRIER
MILITANT AU QUÉBEC

“Je sens un débloccage aux Etats-Unis”

« Militant syndical et de l'économie sociale depuis la fin des années 60, j'ai de nombreux amis aux Etats-Unis. Et en ce moment précis, je sens un débloccage dans ce pays. La plupart des mouvements mobilisés pour une justice économique cessent, aujourd'hui, d'agir séparément. Je sens chez eux une volonté de construire des alternatives, de manière plus ouverte. Après être longtemps restées dans la critique du système, bien des mouvances de gauche font désormais des propositions, pour le financement du logement social, par exemple. Rien ne garantit que ça aboutisse. Mais Wall street, les grandes banques, voire tout l'establishment néo-libéral, ont créé le problème : il y a désormais de la place pour d'autres approches de l'économie. Aux Etats-Unis comme au Québec, l'économie solidaire n'est pas vue que comme une série de pansements posés sur des injustices. Il existe une vision plus globale, plus ambitieuse, de transformer l'économie. »

◆◆◆ l'hébergement Internet éthique... « Il y a un grand potentiel avec ces coopératives de travailleurs, entrevoit Emily Kawano, qui dirige l'US Sen depuis le *Center for popular economics*, un collectif d'économistes du Massachusetts. *Même si certaines sont très occupées par leurs affaires, et ne se considèrent pas forcément comme membres d'un mouvement plus large.* »

Un autre secteur familier aux Européens a trouvé sa place aux Etats-Unis : le commerce équitable. Les ventes des produits certifiés par *TransFair USA* ont frôlé les 750 millions d'euros en 2007 – soit un bond de 46% en un an. En valeur, cet immense marché constitue le premier au monde pour les produits portant le logo « *fairtrade* » ; les Etats-Unis représentaient près du tiers des ventes mondiales pour 2007... Les consommateurs de hamburgers XXL sont aussi solidaires.

Un développement « communautaire »

Mais pour prendre racine, la *solidarity economy* peut également compter sur des mobilisations plus spécifiques aux Etats-Unis. Le mouvement des droits civiques des années 60 n'a pas abouti qu'à l'élection de Barack Obama : les grandes émeutes urbaines des Afro-Américains ont aussi donné son élan au « développement communautaire », pour restaurer les quartiers délabrés abandonnés par les municipalités. Le concept ? Une communauté locale se prend en main pour améliorer son cadre de vie économique, social, et environnemental. Un développement durable précieux pour les ghettos ! Une trentaine d'organisations s'attelaient à la tâche au début des années 70. Désormais plus de 4600 *community development corporations* s'efforcent d'améliorer l'emploi, les logements, les aménagements de leurs quartiers. Certaines de ces entreprises non lucratives sont aujourd'hui très professionnalisées – au point d'avoir perdu, parfois, l'esprit militant originel. Pour acquérir collectivement des terrains, et se garantir des logements abordables, certains quartiers constituent un « fonds foncier communautaire ». Le fonds, bien sûr, est non lucratif ; il demeure le propriétaire des terrains achetés. Il peut alors y faire bâtir des maisons, qu'il revend à des familles modestes. Ces ménages deviennent alors propriétaires de leur logement, mais pas de leur parcelle, qui reste en location. Le coût s'en ressent... Plus tard, si la famille veut revendre son pavillon, une clause l'oblige à limiter sa plus-value ; le quartier demeure ainsi durablement accessible aux bas revenus, et préservé de la spéculation... Implantés dès 1967, les *community land trusts* sont aujourd'hui près de 200 à travers les Etats-Unis – leur nombre a ◆◆◆



”

Pour acquérir collectivement des terrains, et se garantir des logements abordables, certains quartiers constituent un fonds foncier communautaire

Un militant "communautaire" à la Maison-Blanche

Barack Obama a été un professionnel du "développement communautaire". Et pendant sa campagne, il a promis de soutenir le secteur non lucratif. Le président est-il un allié de la nouvelle économie solidaire ?

Organisateur communautaire : tel est le métier que se choisit le jeune Barack Obama en 1985, à la sortie de l'Université de Columbia. Employé par une organisation de développement communautaire, que des églises viennent de monter dans le South Side de Chicago, il se démène pendant trois ans pour améliorer le quotidien des habitants noirs du quartier, en les mobilisant contre l'amiante, pour leurs emplois, ou contre les nids-de-poule... L'expérience l'a marqué. « Sa campagne électorale a été calquée sur les concepts de l'organisation communautaire, observe son ancien recruteur, Gerald Kellman. Voyez le travail des bénévoles sur le terrain, leur formation, l'obsession du détail... » [1]

Même ses promesses électorales ont porté la marque du South Side. Le candidat s'est engagé à « investir dans le secteur non lucratif », en fondant une « agence de l'entrepreneuriat social », qui sera chargée d'améliorer « le potentiel et l'efficacité » du secteur. Obama compte également développer le « service communautaire » bénévole, au profit, notamment, de l'éducation. Depuis sa prestation de serment, le président a pu se montrer fidèle à son militantisme chicagot. Son plan de relance de 787 milliards de dollars rajoute notamment 100 millions au Fonds des Institutions financières de développement communautaire – crucial pour ces financeurs solidaires. George W. Bush avait, lui, réduit ce soutien de moitié en 2001... Un milliard



© Pete Souza

de dollars de subventions sont aussi ajoutées pour le développement communautaire. Mais ces premiers signes n'enthousiasment pas forcément les militants de l'économie solidaire. David Korten, cofondateur de *Yes! magazine* – un *Interdépendances* made in US! – demeure méfiant : « Il s'est entouré de conseillers alignés sur les intérêts de Wall street, afin d'obtenir la confiance des électeurs dans sa capacité à restaurer l'ordre dans l'économie. Et comme aucune autre option n'a été discutée, pour la plupart des gens, « restaurer l'ordre » signifie restaurer le statu quo, avec un supplément pour stimuler l'emploi, et c'est sans doute ce qu'il essaiera de faire. » [2] Le président a encore quatre ans, au moins, pour convaincre du contraire...

[1] M. Pia Mascaro, "Le B.A.-BA d'Obama", *Libération*, 5 janvier 2009.

[2] D. Korten, *Agenda for a New Economy. From phantom wealth to real wealth*. Berrett-Koehler Publishers, 2009.

◆◆◆ doublé en dix ans. Plus de 5 000 logements sont gérés par ces fonds. Et leurs propriétaires ont remarquablement résisté à la récente vague de saisies immobilières, entraînée par la crise des *subprimes*...

Autre stratégie du *community change* [4], « l'organisation communautaire », chère à Barack Obama [lire l'article à gauche], tient plus de la mobilisation politique. Près de Boston, le *Dudley street neighborhood initiative* (DSNI) en est un modèle réputé. En 1984, les habitants du ghetto de Roxbury-North Dorchester, en majorité noirs et latinos, se sont réapproprié leur quartier, gangrené par les incendies volontaires, le chômage et la pauvreté. Les riverains se sont d'abord entendus sur un plan de réhabilitation, qu'ils sont parvenus à faire adopter par la municipalité. Pas moins de 1 300 terrains avaient été abandonnés aux décharges sauvages par leurs anciens propriétaires ; le DSNI a rapidement créé un fonds foncier communautaire pour y bâtir des logements accessibles. En 1988, ce fonds est parvenu à arracher à Boston un droit d'expropriation sur toutes les parcelles délaissées. Une première dans le pays ! Après plus de vingt ans d'efforts, le mitage du quartier est désormais pour moitié comblé, avec des maisons abordables, des jardins communautaires, des écoles, des terrains de jeux... Les membres du « village urbain » de Dudley street l'avaient énoncé dès 1993 dans leur « Déclaration des droits de la communauté » : « Nous avons le droit de façonner tous les plans, programmes et politiques susceptibles d'affecter la qualité de nos vies en tant que riverains » !

Financiers des quartiers

L'argent peut cependant manquer pour ces mobilisations urbaines. Une loi de 1977, le *Community reinvestment act*, incite certes les banques états-unienues à accorder des prêts au développement communautaire [5]. « Mais faute d'intervention suffisante de l'Etat, les militants n'ont pas eu le choix : ils ont dû trouver des solutions originales pour attirer des investisseurs sur ces projets plutôt qu'en bourse », remarque, au Québec, Nancy Neamtan. Depuis les années 80, les Institutions financières de développement communautaire (IFDC) assurent cette mission. La plupart sont non lucratives, qu'elles soient, par exemple, des fonds de soutien à la micro-entreprise, ou encore des « banques coopératives de développement communautaire » (dont la fédération est membre de l'US Sen...). Les IFDC sont aujourd'hui près d'un millier à proposer leurs prêts aux projets communautaires. Et si, depuis 1994, ces établissements peuvent trouver des ressources dans l'utile « Fonds des IFDC », ouvert par



© freegan.info

RADICALISME

Des activistes au régime déchetarien

« La solution à la faim dans le monde peut se trouver dans les poubelles des Etats-Unis ! » Depuis quatorze ans, Adam Weissman se nourrit dans les bennes à ordures de New York ; il n'est pourtant pas mû par la misère. Comme tous les *freegans* [1], il s'efforce simplement de « limiter sa participation à l'économie conventionnelle et à consommer un minimum de ressources » [2]. Ces radicaux sont revenus de la « consomm'active » engagée : pour eux, « le problème n'est pas que dans quelques mauvaises entreprises, mais dans tout le système ».

Le déchetarisme ne se borne d'ailleurs pas à plonger vingt mille lieues sous les ordures, pour récupérer les monceaux de gâchis de la société de consommation. Le *freegan* veille aussi à limiter ses propres gaspillages – en recyclant, compostant, réparant... Logiquement, les déchetariens se retrouvent également dans le partage de vieux vélos récupérés, le refus de la voiture, ou l'ouverture de squats communautaires. Certains récupèrent même des friches urbaines pour y mener un « jardinage de guérilla », qui leur fournira de beaux fruits et légumes de saison... Avantage final du *freeganism*, il peut ainsi rendre le travail superflu, et dégager du temps pour ses proches ou pour le militantisme. Cette sobriété activiste a des émules de Washington à Seattle – et jusqu'en France, où des adeptes ont inventé la traduction de « déchetarien ».

Mais peu importe le terme, pour Adam Weissman : « Je préfère de loin créer des réseaux et institutions facilitant un mode de vie post-capitaliste, qu'adhérer à un quelconque label qui me mettra sur un piédestal pour mon mode de vie. » Le cofondateur du groupe new-yorkais *freegan*. info veut promouvoir l'économie du don ; les étiquettes, elles, peuvent bien repartir à la poubelle...

[1] le mot est une contraction de *free* (libre) et de *vegans* (végétaliens).

[2] cité sur *freegan.info*

” Les Etats-Unis vivent un moment transformatif



Forum social d'Atlanta en 2007. Aux Etats-Unis, la "solidarity economy" a pris racine chez les altermondialistes.



◆◆◆ le département du Trésor à Washington, ils doivent encore parvenir à appâter des capitaux privés. Les IFDC sont donc devenues des spécialistes pour les séduire. Entre autres charmes, elles ont mis au point des assurances capables de rassurer les investisseurs, ou encore obtenu des notations financières apaisantes pour certains de leurs produits...

Au-delà du développement communautaire, les contestations des années 60 ont laissé d'autres fondations originales à l'économie solidaire *made in USA*. Les acteurs de l'US Sen sont imprégnés d'écologie, de féminisme, de critique de la consommation de masse – et de radicalisme. Parmi les multiples expériences de 2009 figure, par exemple, la thèse de la « transformation », portée par Guramylay, un membre initiateur de l'US Sen. Selon sa codirectrice Julie Matthaei, les Etats-Unis vivent actuellement « un moment transformatif » qui ébranle toutes les « polarités hiérarchisées » d'autrefois : supériorité de l'homme sur la femme, du colon sur le colonisé, du Blanc sur le Noir, de l'hétérosexuel sur l'homosexuel, de l'être humain sur la nature... Selon cette économiste nourrie à la contre-culture, « l'économie solidaire est une nouvelle manière de nommer et de conceptualiser les nombreux types d'économies "transformatives" qui s'organisent partout dans le monde en se basant sur des valeurs ».

Au Forum de l'économie solidaire en mars, les militants baignaient dans cette ambiance. Un atelier leur proposait de s'informer sur le « biorégionalisme », afin d'apprendre à « vivre en tant que membre de son écosystème » ; un autre cherchait comment « articuler une alternative féministe au modèle néolibéral » ; il était aussi possible de découvrir « le pouvoir du partage » à travers l'exemple de la communauté de Twin Oaks...

Etats-Unis obligent, ce Forum a aussi pu rappeler combien la solidarité peut être, ici, imbibée de religion. Les visiteurs d'Amherst ont ainsi pu écouter les militants du *Sabbath economics collaborative*, un réseau « qui encourage la coopération et la communication entre théologiens, économistes et activistes ». Les participants ont même pu s'initier aux principes économiques de la *ProUT (Progressive Utilization Theory)* – dont les promoteurs sont parfois décrits comme sectaires...

Les biens communs

Un autre mouvement surgit dans ce patchwork étasunien : celui des *commons*. Cette démarche encore récente rappelle qu'il existe des biens « communs », dont nous héritons tous, et que nous devons transmettre aux générations futures : le climat, les océans, mais aussi la démocratie, la culture, ou Internet... « Pendant des ◆◆◆

INTERVIEW



© Radio France/Christophe Abramovitz

FRÉDÉRIC MARTEL

Chercheur associé au Centre d'analyse et de prévisions (CAP), professeur à Sciences Po Paris et à HEC (MBA), rédacteur en chef de www.nonfiction.fr, et animateur et producteur de l'émission "Masse Critique, le magazine des industries culturelles et des médias" tous les samedis sur France Culture, de 8h à 9h.

Dernier livre paru : "De la culture en Amérique", Gallimard, 2006.

“L'Etat est très présent dans l'économie globale du don”

Comment le secteur non lucratif parvient-il à se financer aux Etats-Unis ? Pour Frédéric Martel, la tradition de la philanthropie permet d'irriguer l'économie *non-profit*. Mais les financements publics ne sont pas aussi absents que les Français le croient...

Le « service public » aux Etats-Unis reste-t-il une affaire privée ?

Généralement, en France, on oppose le public et le privé. Cette séparation ne fonctionne pas aux Etats-Unis, parce qu'en réalité le système est construit autour d'une séparation entre le *for-profit* et le *non-profit* [1]. Une part importante du social, de l'éducation, de la culture, n'est pas gérée par l'Etat, mais par le secteur à but non lucratif. En réalité, le tiers secteur est immense aux Etats-Unis.

Il est surtout financé par les fondations ?

On compte environ 62 000 fondations. Elles sont essentiellement construites autour d'une *endowment* : une dotation en capital, qui a été placée de manière assez *secure* en bourse pour fructifier [2]. La loi impose aux fondations d'en utiliser au moins 5% chaque année. Si vous n'utilisez pas cet argent, qui a été obtenu à travers des donations défiscalisées, vous êtes taxés. C'est la clé du dynamisme. Globalement, les fondations représentent ici 10,9% des dons privés, devant les legs (9%) et le mécénat d'entreprise (5,6%). Mais l'essentiel (74,5%) vient des individus, qui donnent de manière philanthropique.

Et l'Etat ?

L'aide de l'Etat existe dans tous ces pourcentages ! Si vous êtes un riche philanthrope et que vous donnez de l'argent, vous obtenez une baisse d'impôt très significative. Il y a donc un manque à gagner de l'Etat sur vos dons. L'Etat intervient, mais indirectement, contrairement à la France. Il y a aussi défiscalisation sur les capitaux des fondations, sur les dons des entreprises... En réalité, l'Etat est très présent dans l'économie globale du don. Et le don existe fortement à cause de cette défiscalisation, créée dès 1919 [3].

La philanthropie est-elle également favorisée par la religion ?

Effectivement. Max Weber l'avait décrit, le protestantisme, contrairement au catholicisme, valorise l'enrichissement, à condition de rendre ce que vous avez gagné. Et puis, à la différence du capitalisme français familial « à la papa », le capitalisme américain est beaucoup plus géographique et fondé sur la confiance. En rentrant dans le conseil d'administration d'un hôpital ou d'une université, vous rencontrez d'autres capitalistes très riches, avec qui vous créez de la confiance, que vous pouvez garder ensuite dans la sphère marchande. Enfin, évidemment, et ça n'est pas forcément à la faveur du système, la philanthropie est aussi possible du fait du grand nombre, et de la grande richesse des riches, du fait justement du système fiscal.

Ce mode de financement de services « publics » doit-il être envié ?

C'est un système qu'on pourrait appeler *bottom-up*, de la base vers le sommet, contrairement au système français, *top-down*, où l'Etat décide et les structures publiques appliquent. Il y a donc une très grande diversité dans le système américain, pas un modèle d'université ou d'action culturelle mais des milliers, puisque chacun est maître à bord. Cela permet d'expérimenter... Un grand nombre des avancées médicales et sociales aux USA ont été faites par des fondations, qui pouvaient innover librement et prendre des risques sur des secteurs où l'Etat ne l'aurait pas fait. Vous avez là un vrai sens du service public, mais paradoxalement, sans l'Etat, et sans la politique. Le problème évidemment est que sans pilote dans l'avion, sans centralisation, et sans coordination, le système est très erratique. Il va dans certains endroits solutionner les problèmes, dans d'autres, entraîner des inégalités très fortes, et des échecs avérés...

[1] Lucratif et non lucratif

[2] Exemple d'*endowment*, rapporté par Frédéric Martel : celui de l'université de Harvard, qui malgré la crise boursière serait encore de l'ordre de 25 milliards de dollars – soit l'équivalent de l'ensemble des dépenses publiques en France pour les universités et les grandes écoles ! Au total, le capital cumulé de l'ensemble des *endowments* atteindrait 477 milliards de dollars.

[3] Seulement cinq ans après la création de l'impôt sur le revenu, en 1914.

